



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article1276>

Des Boycotteurs très présents

Michèle Sibony UJFP -30 avril

2009 Politis

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : jeudi 30 avril 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Officiellement absent de la Conférence de Genève sur les droits de l'homme, Israël a en réalité exercé sur cette manifestation un contrôle de tous les instants.

Nous avons décidé à quelques militants associatifs, de l' AIC, ATMF, CCIPPP,CMF, FTCT, et UJFP (1) de nous rendre à la conférence de réexamen de Durban à Genève, unis par un sentiment mêlé d'inquiétude et de nécessité. Notre message commun était clair : le refus de l'exception. La Conférence de réexamen de Durban contre le racisme et pour le respect des droits de l'homme dans le monde ne pouvait faire l'impasse de ces violations, du racisme colonial, et ces discriminations légales contre les citoyens palestiniens d'Israël. Le dire ensemble nous semblait important. Mais perdus dans ce cadre immense, et en l'absence de la plupart des ONG et associations françaises du mouvement social qu'allions nous pouvoir y faire d'autre que constater et surtout, en témoignant, tenter de lutter contre la lourde artillerie médiatique qui conditionnait depuis des mois les esprits sur cet événement ?

Nous avons vite compris où nous étions : Dès le 19 avril, une Conférence alternative était organisée à Genève avec des invités de choix, dont Caroline Fourest, venue défendre les thèses du choc des civilisations, et désigner l'ennemi musulman. Puis une manifestation contre l'antisémitisme visant directement la Conférence suivie d'une veillée d'arme le 20 et d'un meeting le 22 devant le Palais des Nations avec Nathan Charanski, l'ex dissident soviétique passé à l'extrême droite israélienne, ministre des relations avec la Diaspora et Alan Dershovitz célèbre avocat américain aujourd'hui néo conservateur.

Mais c'est avec l'ouverture de la Conférence des États que nous avons mesuré l'ampleur de l'opération. Dès le matin des groupes sionistes manifestent devant les entrées du Palais des Nations, scotch noir sur la bouche, avec pancartes et tracts dénonçant une conférence conduite selon eux par les États racistes ne respectant pas les droits humains. Ils appellent à quitter la Conférence en soutien aux États luttant vraiment contre le racisme et pour ces droits, États-unis, Canada, Israël et quelques pays européens. Israël bien qu' officiellement absent de la Conférence y a assuré sa présence et son contrôle avec un lobby de près de 1500 personnes entourées et protégées par une forte présence de barbouzes israéliennes, et l'arrogance de colons en territoire conquis : l'Union des Étudiants Israéliens, l' Union des Étudiants juifs de France, des groupes d'étudiants américains, anglais, et aussi des chrétiens sionistes. l'accréditation a été retirée le 3e jour de la conférence à Coexist et l'UEJF en raison de leur comportement « délinquant » pour dénoncer le racisme de la conférence dans toutes les commissions susceptibles d'aborder le colonialisme israélien, les violations des droits humains en Palestine ou les discriminations et le racisme vis à vis des Palestiniens citoyens d'Israël. La méthode est binaire et mono thématique : chaque fois qu'il sera question de la Palestine, le lobby présent opposera une batterie de questions : Quid du Darfour, du Congo, du Sri Lanka, des Droits des femmes et des homosexuels en Iran etc...? et quid de l' Antisémitisme ?

Plus grave encore, le fruit d'un lobbying coordonné par UN Watch - ONG au service de la cause - auprès des groupes africains entre autres, les persuadant que ce sont les Palestiniens et leur problème qui veulent monopoliser l'attention et sont indifférents aux autres discriminations.

Pour comprendre ce qui se passe il faut obstinément dé-construire la massive propagande à l'oeuvre, qui présente l'ensemble de l'opération comme l' attaque d'un Sud antisémite, essentiellement arabo-musulman, opposé à la liberté d'expression, et pour l'essentiel contre la démocratie qui est évidemment représentée par tous les pays absents. Or en réalité c'est l'inverse qui s'est passé. depuis le lendemain de Durban 1 jusqu'à Genève, la conférence contre le racisme a été soumise aux lignes rouges des démocraties du Nord : ne pas condamner Israël et ne pas évoquer la Palestine, quitte à imposer même pour y parvenir qu'aucun pays n'y soit nommé désigné.

Depuis Durban huit années ont passé, huit années d'ultra libéralisme néo conservateur qui ont imposé l'unilatéralisme comme mode de négociation, la guerre préventive et la recolonisation comme modalité de pacification, laminé les droits civiques, le droit international, et les institutions de l'ONU, réuni dans l'OTAN la nouvelle direction mondiale, provoqué une crise économique mondiale majeure.

Genève est le sinistre reflet de cette période, et de la violence sans merci de la rencontre Nord Sud contemporaine. C'est la confiscation de cet espace d'expression des peuples du tiers monde, ceux qui souffrent jusque dans nos contrées, du racisme et des violations des droits humains. Dans le Forum de la société civile, ceux là ont demandé que des sanctions de ces violations visent aussi les pays d'accueil des millions de réfugiés. Mais au total l'imposture médiatique de Genève aura consisté à faire croire à un boycott d'Israël et d'un certain nombre d'Etats, alors que

ceux-ci ont été omniprésents, qu'ils ont imposé un diktat préalable sur le texte de la déclaration finale, vidant comme une coquille le cadre de travail, et exercé un contrôle permanent à l'intérieur comme à l'extérieur de la conférence.

(1)Alternative Information Centre -jérusalem/Bethléem,
Association des Travailleurs Maghrébins de France,
Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien,
Collectif des Musulmans de France,
Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives,
Union Juive Française pour la Paix